

Elections locales belges de 2012: ancrage des nationalistes flamands, percée de la gauche radicale¹

Les élections communales et provinciales belges sont régulièrement l'occasion pour les partis et personnalités politiques de mesurer les rapports de force et leur popularité, sans avoir d'incidence majeure sur la vie politique nationale. Le scrutin du 14 octobre 2012 a toutefois eu des conséquences qui dépassent son caractère local. Le triomphe des nationalistes flamands de la *N-VA* en Flandre et l'élection de nombreux conseillers communaux issus de la gauche radicale en sont les manifestations les plus remarquables.

Rappel des singularités belges.

Système électoral.

En comparaison avec son modèle fédéral parmi les plus complexes au monde², la Belgique dispose d'un système électoral municipal au fonctionnement assez simple. Organisées tous les six ans, les élections communales se déroulent comme pour les scrutins nationaux et régionaux à la proportionnelle de liste avec vote préférentiel. Parallèlement au scrutin municipal se tiennent les élections pour les 10 conseils provinciaux³, également à la proportionnelle. Ceux-ci ne disposent que de peu de compétences, mais les circonscriptions correspondent à celles des législatives et permettent donc une comparaison. Comme pour les autres scrutins, le vote est obligatoire. Depuis 2003, les étrangers résidant en Belgique depuis 5 ans ont le droit de vote pour les élections locales.

Un modèle « consociatif » en mutation.

Depuis la naissance du pays, la société belge est traversée par de profondes divisions qui se sont accumulées : au clivage laïque-religieux qui partageait la bourgeoisie censitaire s'est greffé le clivage travailleurs-possédants avec la révolution industrielle, puis le clivage communautaire entre Néerlandophones (60% de la population) et Francophones. De ces profondes divisions est née une organisation sociale en « piliers », qui structurent la société (enseignement, syndicats, partis, etc.) autour des trois familles politiques catholiques, libérales et socialistes. Ce modèle consociatif⁴ peu favorable à la participation citoyenne implique une gestion élitiste entre celles-ci, qui collaborent pour résoudre les grands conflits qui traversent la société en période de crise ou d'instabilité. Le gouvernement actuel, qui réunit les trois familles politiques traditionnelles en vue de réaliser le sixième grand transfert de compétences vers les entités fédérées (les « réformes de l'Etat ») en est l'une des expressions.

Un pays, deux opinions publiques.

Enfin, la Belgique fonctionne avec deux opinions publiques distinctes (néerlandophone en Flandre, francophone en Wallonie et à Bruxelles), qui interagissent peu entre elles. L'exacerbation du clivage communautaire a conduit à une scission des partis traditionnels sur une base linguistique dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle. De même, les formations créées plus tardivement l'ont été sur une base communautaire, même lorsque ce clivage était peu pertinent pour expliquer la création du parti (ex : écologistes). Eduqués et informés dans des langues différentes, Flamands et Francophones n'ont qu'une connaissance très partielle des débats qui animent la société une fois franchie la frontière linguistique. Cette séparation est accentuée par l'impossibilité de voter lors des élections nationales régionales et européennes pour un parti de l'autre communauté, à l'exception de la région bruxelloise, bilingue.

¹ Par **Grégory Mauzé**, animateur de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte – octobre 2012.

² Le système fédéral comprend trois régions fondées sur le territoire (régions flamande, wallonne et de Bruxelles-capitale), trois communautés fondées sur la langue (communautés flamande, francophone et germanophone), pour un total de sept parlements.

³ Qui n'ont pas lieu à Bruxelles, région à part entière.

⁴ Décrit par Arend Lijphart dans *«Democracy in Plural Societies: A Comparative Exploration»*, Yale University Press, New Haven, 1977

Contexte pré-électoral.

L'irrésistible ascension du nationalisme flamand.

Ces dernières années ont été caractérisées par la radicalisation des revendications flamandes pour plus d'autonomie. Historiquement alimenté par le désir de reconnaissance culturelle et linguistique refusé par les élites francophones, le nationalisme flamand s'est orienté vers un populisme de riches, qui refuse les transferts financiers nord-sud⁵. Issue de l'aile droite du parti nationaliste historique Volksunie dissout en 2001, la N-VA (« Alliance Néo-flamande ») est parvenue à réaliser la jonction entre le refus de la solidarité financière avec la Wallonie – principalement incarné jusque là par le Vlaams Belang (« intérêt flamand »), extrême-droite indépendantiste, qui se hissait fréquemment en seconde position au nord du pays mais qui voyait ses perspectives politiques bloquées par un « cordon sanitaire » établi autour de lui par l'ensemble des partis démocratiques – et l'ancrage économiquement libéral et socialement conservateur de la Flandre – représenté par l'Open VLD (« Libéraux et démocrates flamands »). Ainsi le parti a-t-il recueilli 27 sièges (sur 150)⁶ lors des élections législatives anticipées de juin 2010, un raz-de-marée inédit pour un parti non-membre des trois piliers politiques historiques. Côté francophone, c'est le PS (Parti Socialiste) qui s'imposa en récoltant 26 sièges.

Un gouvernement « marxiste » et anti-social?

Après plus d'un an d'intenses tractations et un record mondial battu, une coalition gouvernementale s'est péniblement mise en place le 5 décembre 2011 réunissant les familles politiques libérale, démocrate-chrétienne et socialiste, avec Elio Di Rupo (PS) à sa tête. S'il s'appuie sur une large majorité (93 députés), ce gouvernement qui relègue les nationalistes, le Vlaams Belang et les écologistes dans l'opposition ne dispose pas de la majorité du côté flamand. Ceci constitue un angle d'attaque idéal pour la N-VA et son leader Bart De Wever, qui déplore fréquemment le manque de représentativité du gouvernement fédéral.

Depuis sa formation, le gouvernement est attaqué sur sa droite par la N-VA et le patronat, qui réclament davantage de réformes d'inspiration néolibérale. Un patron très influent n'a ainsi pas hésité à accuser le gouvernement de « *dérives collectivistes d'un gouvernement marxiste* », faisant écho aux critiques de la N-VA envers une politique jugée trop centriste, alors que la Flandre s'est prononcée à 70% pour des formations de droite⁷.

A l'inverse, le monde du travail et les syndicats affichent une hostilité particulière pour le gouvernement actuel. Bien que dirigé par un socialiste, celui-ci s'en est pris à plusieurs conquêtes sociales, notamment en retardant l'âge de la pré-retraite et en mettant en place la dégressivité des allocations de chômage. Il est également reproché au gouvernement de chercher à réduire le déficit budgétaire par des coupes dans les dépenses plutôt qu'en augmentant les recettes, évitant ainsi de remettre en cause la faible taxation du capital et les mécanismes d'exonération fiscale qui ont permis en 2011 aux 50 plus grandes entreprises de voir leurs bénéfices taxés à 0.57% (contre un taux officiel de 33.99%)⁸.

En Flandre, des enjeux locaux aux dimensions nationales.

Ainsi, la campagne électorale de 2012 se déroule-t-elle dans un contexte social et politique tendu. Côté flamand, les regards se sont principalement tournés vers la métropole d'Anvers, à la fois bastion socialiste et place forte du Vlaams Belang. Celle-ci voit en effet le bourgmestre sortant Patrick Janssens affronter Bart De Wever, qui a choisi la plus grande ville de Flandre pour pérenniser l'ancrage de son parti, qui ne disposait que d'un nombre réduit d'élus locaux. Le fait que le leader nationaliste ait affiché sa volonté de se servir du mayorat comme tremplin pour les élections de 2014 a conféré à cette campagne une dimension qui dépasse l'aspect local du scrutin. Ainsi les médias flamands ont-ils donné une tonalité résolument nationale aux débats politiques pré-électoraux, le

⁵ Le contraste entre la Flandre, région en expansion économique, à faible taux de chômage et orientée vers les services, et la Wallonie, jadis moteur de l'économie nationale mais entrée en crise de reconversion industrielle, avec un fort taux d'emploi public constitue à cet égard un terreau favorable aux discours démagogiques.

⁶ Parmi lesquels 88 sont réservés aux Flamands et 62 aux Francophones.

⁷ "Di Rupo 1er : Marxiste, au centre ou à droite ?" lalibre.be, 3 octobre 2012

⁸ Jacques, Thierry, "La sécu va bien, qu'on se le dise !", Politique, octobre 2011

principal enjeu consistant à connaître l'ampleur de la victoire des nationalistes, et de savoir s'ils dépasseraient le CD&V (« Démocrate-chrétien et flamand »), d'ordinaire premier parti de Flandre. En Wallonie et à Bruxelles, même si certains thèmes transversaux se sont imposés, la campagne a essentiellement été traitée à partir de questions locales qui n'ont guère passionné les foules.

Ébullition à la gauche de la gauche.

Notoirement faibles et négligeables d'un point de vue électoral depuis la disparition du Parti Communiste au niveau national dans les années 1980, les partis de gauche radicale espéraient se saisir de ces élections pour exister à travers les urnes. Encouragés par l'absence de seuil électoral⁹ et la proximité qu'implique un tel scrutin, certaines de ces formations sont parties en campagne avec optimisme. Dernier parti unitaire du pays, le PTB-PVDA (Parti du Travail de Belgique), à l'origine radicalement maoïste et stalinien, a réorienté son discours et son programme dans un sens plus réformiste à l'issue de son congrès de 2008, mettant officiellement fin – selon les termes d'un de ses dirigeants – à sa « *ligne sectaire et dogmatique* »¹⁰ (*v.infra*). Arrivé en tête de la gauche radicale aux dernières élections avec 1.5%, il nourrissait beaucoup d'attentes pour ce scrutin, et espérait améliorer ses performances de 2006 qui lui avaient permis de décrocher 17 élus. Dans un contexte social et économique difficile, le parti a déployé un intense travail de terrain dans les villes ouvrières historiques d'Anvers et de Liège.

Le parti Rood ! (« Rouge ! »), issu d'une scission du parti socialiste flamand concourait lui pour la première fois, et devant le refus du PTB d'un ticket commun, se présentait seul dans plusieurs municipalités flamandes. Initiée par des militants associatifs et syndicaux, la coopérative politique Vega (« Verts et de gauche ») créée en vue de promouvoir une écologie politique de gauche radicale avait choisi de ne se présenter que dans la ville wallonne de Liège, en concurrence avec la liste du PTB ouverte aux candidats du Parti communiste. Ce dernier, pratiquement inexistant dans la vie politique nationale mais seul membre belge du Parti de la Gauche Européenne, espérait sauver les quelques élus locaux qui lui restaient dans la province du Hainaut, généralement en se présentant sur des listes PS et Ecolo ou en coalition avec d'autres formations. Enfin, la liste « Gauches Communes », qui agrégeait plusieurs petits partis autour des trotskystes du PSL (Parti Socialiste de Lutte) se présentait dans plusieurs municipalités de Bruxelles, et avait lancé sa campagne lors d'un meeting auxquels assistaient des partis progressistes européennes tels que Syriza ou le Front de gauche¹¹.

Ces partis comptaient rappeler les liens entre la politique locale et ce qui se décide au niveau national et européen, et espéraient capitaliser sur la mobilisation des déçus de la gauche de gouvernement. Le puissant Parti Socialiste est en effet pleinement impliqués dans un gouvernement de rigueur, tandis que les écologistes peinent à faire entendre une voix alternative aux politiques d'austérité, se refusant par exemple à condamner le traité budgétaire européen.

Les enseignements du scrutin.

Dès l'annonce des premiers résultats, la N-VA semble avoir remporté son pari : le parti nationaliste arrive en tête dans 3 provinces sur 5 avec 28.5% des voix¹² et dans 48 communes sur 308. Triomphe suprême, Bart Dewever a récolté 37.7% des voix dans la ville d'Anvers, contre 28.5 % pour la coalition du bourgmestre rassemblant socialistes et chrétiens-démocrates, et se voit assuré d'obtenir le mayorat. Dans un discours mûrement préparé, le leader nationaliste n'a pas hésité à cajoler les franges les plus extrémistes de son électorat. Ainsi célèbre-t-il « *la plus grande victoire électorale en Flandre depuis la seconde guerre mondiale* » – à cette époque, les nationalistes flamands avaient activement collaboré avec l'occupant allemand – et un « *dimanche noir et jaune* » (les couleurs de la Flandre et du parti), en référence au « *dimanche noir* », appellation usuelle pour les élections fédérales de 1991 lors desquelles l'extrême-droite flamande fit une entrée fracassante au parlement. Comme attendu,

⁹ Fixé à 5% pour les élections régionales et fédérales, ce qui s'avère prohibitif pour des formations dont les scores se chiffrent d'ordinaire en dixième de point

¹⁰ Pestiau, David, "Le PTB sans mystère", blogs.politique.eu.org, 25 janvier 2012

¹¹ "« Gauches Communes » et Rood ! ont lancé leurs campagnes avec le soutien de la gauche européenne", socialisme.be, 25 juin 2012

¹² De l'ensemble des suffrages en Flandre

il tira de cette victoire des conclusions résolument nationales, appelant la Wallonie « à se préparer à une réforme confédérale »¹³.

Autre grande tendance du scrutin, le PTB réalise une performance inattendue à l'échelle du pays, triplant ainsi son score de 2006 avec 52 conseillers municipaux. L'étude de la géographie électorale du PTB révèle des scores importants dans d'anciennes villes ouvrières traditionnellement acquises aux socialistes, témoignant de l'impopularité des mesures antisociales prises par le gouvernement Di Rupo, et donc du relatif succès de la stratégie visant à toucher en priorité les déçus de la gauche de gouvernement. Hors PTB, on notera le score honorable de la liste Vega, qui parvint au terme d'une campagne aux moyens limités à décrocher un élu. Le Parti communiste ne conserve que quelques élus, et aucune autre formation de gauche radicale n'obtient assez de voix pour obtenir un siège.

A l'exception de ces deux phénomènes, les équilibres politiques n'ont guère été modifiés en profondeur par rapport au scrutin de 2010. En Flandre, les chrétiens-démocrates sont arrivés en seconde position aux provinciales (avec 21.5%), résistant mieux que prévu aux avancées de la N-VA, et restent le premier parti au niveau communal. L'extrême-droite est en net recul (8.9% moins 3.5 points), victime de la dynamique du parti de Bart De Wever qui a par ailleurs accueilli de nombreux transfuges du Vlaams Belang ces derniers mois dont certains figuraient parfois en bonne position sur ses listes. Les libéraux ne parviennent pas à récupérer les voix perdues lors du dernier scrutin et stagnent à 14.6%. En légère baisse avec 13.7%, les socialistes du SP.A (« Parti socialiste différent ») parviennent toutefois à conserver la direction de certaines grandes villes dans lesquelles ils sont bien implantés, tandis que les écologistes flamands de Groen ! réalisent un score de 8.1%.

Pas de grand bouleversement non plus en Wallonie. Les résultats du Parti socialiste sont en baisse de 4% par rapport à leur victoire de 2010, mais lui permettent de conserver la première place avec 32%. Les libéraux du MR (Mouvement réformateur) gagnent au contraire 3 points et réalisent un score de 27.7%, tandis que les centristes du cdH (centre démocrate Humaniste, ex-chrétiens-démocrates) et les écologistes francophones d'Ecolo sont en légère hausse avec respectivement 17 et 13.2%. A Bruxelles, les FDF (Fédéralistes Démocrates Francophones, centre-droit) qui avaient contribué à créer le MR en 2002 et qui l'avaient quitté suite aux accords institutionnels ayant précédé la formation du gouvernement Di Rupo, réalisent un score de 15.6% aux communales. Le MR et le PS sont en baisse avec 24.1% et 23.6%, tandis qu'Ecolo et le cdH stagnent avec 14.1 et 12.2%.

Notons enfin une baisse de la participation électorale, avec une proportion de non-votants¹⁴ de 18% en Wallonie et de 22% à Bruxelles, tandis qu'en Flandre, un bulletin de vote sur 7 était invalidé¹⁵. Si le « parti blanc » n'arrive pas en première position comme souvent dans les pays occidentaux, une telle abstention a de quoi interpellier dans ce pays où le vote obligatoire mobilise d'ordinaire plus de 90% des électeurs. Les déclarations de la ministre de la justice selon lesquelles les abstentionnistes ne seraient pas poursuivis ont pu jouer un rôle dans cette participation relativement faible. Elle dénote également le peu d'intérêt suscité par un scrutin à faible portée, et dont les enjeux sont souvent décidés à l'avance à travers des accords entre partis. Cette démobilisation pourrait aussi trouver son explication dans l'exclusion sociale, comme en témoigne la forte abstention dans des communes urbaines défavorisées avec un fort taux de chômage¹⁶.

Quelles conséquences politiques ?

Toute analyse des résultats de ce scrutin nécessite de la prudence. Même en Flandre où la portée nationale du scrutin était la plus évidente, l'effet local a joué un rôle déterminant, comme en témoigne la coïncidence imparfaite entre les votes communaux et provinciaux. De nombreuses listes se sont présentées sous un nom qui n'évoque en rien leur orientation partisane, ce qui nuit à la lisibilité politique et renforce la dimension strictement locale de l'élection. Les hautes performances des FDF, solidement ancrés dans la capitale, sont ainsi largement imputables à la popularité de leurs bourgmestres. Il faut donc se garder de sur-interpréter un scrutin qui, bien que

¹³ Durant, Gil et Demonty, Bernard, "De Wever : « Préparons la Belgique confédérale »", *lesoir.be*, 14 octobre 2012

¹⁴ Total des votes blancs et nuls et de l'abstention par rapport à l'ensemble des électeurs inscrits.

¹⁵ Piret, Paul, "Un parti est partout en hausse", *lalibre.be*, 18 octobre 2012

¹⁶ "Pas seulement l'effet Turtelboom", *lavenir.net*, 16 octobre 2012

traversé par une multitude de questions régionales, nationales, voire européennes, s'est souvent joué sur des enjeux qui ne dépassent pas les frontières des communes.

Le niveau fédéral sous pression des nationalistes.

Ces précautions établies, il est certain que les résultats du scrutin du 14 octobre auront des répercussions nationales. En Flandre, la victoire de la N-VA confirme l'incapacité des partis traditionnels à lutter contre la déferlante du parti noir et jaune. En particulier, les partis flamands de centre-droit présents au gouvernement (CD&V et Open VLD) peinent à répliquer à De Wever lorsque celui-ci met en cause la légitimité d'un « *gouvernement fiscal qui n'a pas la majorité en Flandre* »¹⁷. Ceux-ci pourraient dès lors radicaliser leurs propositions socio-économiques et réclamer davantage d'austérité pour l'élaboration du budget 2013, dont l'annonce du déficit à combler de 4.5 milliards d'euros a été opportunément reportée aux lendemains des élections.

Des alliances reconfigurées côté francophone.

Les choix effectués pour constituer des majorités communales pourraient augurer un rapprochement entre les centristes et le centre-droit pour les prochaines élections. En place dans les régions wallonne et bruxelloise, l'alliance électorale de centre-gauche réunissant socialistes, écologistes et centristes (l'« Olivier ») se fait de plus en plus rare au niveau communal, et les lignes de démarcation droite-gauche s'effacent au profit de considérations partisans. Le président du cdH Benoit Lutgen entend par ailleurs se rapprocher du MR, contrastant avec l'orientation plutôt centriste impulsée par sa prédécesseure Joëlle Milquet. L'attitude des écologistes, qui se définissent « ancrés dans les valeurs de gauche » mais qui ont entamé au cours de ces dernières années une stratégie électorale de plus en plus équidistante entre le PS et le MR sera dès lors déterminante lors des élections régionales et fédérales de 2014.

Pression sur la gauche du PS.

La percée du PTB pourrait par ailleurs changer la donne pour un parti socialiste qui était longtemps parvenu à mobiliser le vote utile de gauche en sa faveur. Les bons résultats du parti (qui s'érige parfois à la seconde place) dans certains bastions historiques du parti socialiste a conduit certains ténors du PS à s'inquiéter publiquement d'un risque de rupture avec l'électorat populaire¹⁸. Si certains ont d'ores et déjà lancé les hostilités en renvoyant le PTB à son passé stalinien et en mettant en doute son caractère démocratique¹⁹, des voix s'élèvent également pour souligner l'importance de prendre en compte ce qu'ils considèrent comme un message des électeurs. « *Il ne faudrait pas que nous fassions plus de concessions à la droite* », prévient ainsi l'influent Philippe Moureaux²⁰. Le PS aura toutefois du mal à poursuivre le grand écart entre sa volonté affichée de préserver les acquis sociaux et les options d'inspiration libérale défendues par le gouvernement qu'il dirige.

Quelles perspectives pour la gauche radicale ?

Si le score du PTB s'avère relativement modeste à l'échelle nationale, il constitue la meilleure performance d'un parti de gauche radicale aux élections locales depuis plusieurs décennies. Il laisse dès lors entrevoir une plus grande place de la gauche radicale dans le paysage politique du pays. Un rapprochement entre partis et mouvements de progressiste en rupture avec le consensus néolibéral semble cependant peu probable dans la configuration actuelle. D'une part, la politique du PTB de ne pas accepter d'alliance électorale qui ne se ferait pas sous son nom avec des petits partis de gauche radicale semble confortée par les résultats de dimanche. Au bureau du parti, on précise toutefois ne pas exclure de cartels ou de rapprochement avec d'éventuelles formations issues des déçus de la gauche de gouvernement. En outre, le parti a depuis quelques années soigné ses relations avec les syndicats, et entend soutenir activement ces derniers dans les conflits sociaux qui s'augmentent.

¹⁷ "La radicalisation flamande", lalibre.be, 18 octobre 2012

¹⁸ Loc.cit.

¹⁹ Brabant, François, "Jean-Claude Marcourt : "Le PTB, un problème pour la démocratie"", Le Vif/L'express, 18 octobre 2012

²⁰ "Le PS, nerveux face à la percée du PTB", lalibre.be, 19 octobre 2012

Une partie de la gauche politique et associative reste par ailleurs méfiante envers un parti qui n'est jamais revenu publiquement sur son soutien passé aux régimes autoritaires du « socialisme réalisé », et dont le comité central reste en partie le même qu'aux heures sombres du sectarisme. « *L'unité est importante mais elle doit d'abord se baser sur des valeurs et un programme commun* », souligne Pierre Eyben, l'un des initiateurs de la liste Vega. « *Cela n'empêche en aucun cas de l'unité là où cela est possible, par exemple dans le soutien de certains combats syndicaux* ». Une partie de la gauche et de certaines centrales syndicales du sud du pays voient également d'un mauvais œil le caractère unitariste du parti et son hostilité à la dynamique de transfert de compétences vers les régions, qui empêcherait selon eux une prise en compte des spécificités wallonnes.

Même si les convergences et la collaboration pourraient être favorisées par un mouvement social contre le train de mesures d'austérité qui semble s'annoncer dans les prochains mois, il n'est donc pas dit que l'urgence sociale suffira à impulser une dynamique commune entre progressistes. Comme dans bien des pays, la gauche radicale belge possède une longue tradition de querelles intestines, et parvenir à les surmonter constitue le plus souvent l'exception que la règle.